



KPMG Audit
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex
France

Audit Etoile

Tour Onyx
10, rue Vandrezanne
75013 Paris

Adomos S.A.

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2007
Adomos S.A.
75, avenue des Champs Elysées - 75008 Paris
Ce rapport contient 27 pages
Référence : GM-082-027



KPMG Audit
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex
France

Audit Etoile

Tour Onyx
10, rue Vandrezanne
75013 Paris

Adomos S.A.

Siège social : 75, avenue des Champs Elysées - 75008 Paris
Capital social : €10 394 922

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2007

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Adomos S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification des appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Immobilisations incorporelles :

Les notes 3.1 et 4.1 de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables relatives à l'inscription à l'actif des immobilisations incorporelles et leur mode d'amortissement.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

- Impôt différé actif :

La note 3.12 de l'annexe précise les règles et estimations retenues par la société concernant la comptabilisation d'impôt différé.

Nos travaux ont constitué à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par la société et à vérifier que la note 3.12 de l'annexe donne une information appropriée.

- Valorisation des stocks et travaux en cours :

Les notes 3.5 et 4.2 de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables relatives à la valorisation des travaux en cours.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense, le 30 avril 2008

Paris, le 30 avril 2008

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Audit Etoile

Grégoire Menou
Associé

Jean Cormery
Associé

ACTIF				
en milliers d'euros			31/12/2007	31/12/2006
	BRUT	AMORTISSEMENTS & PROVISIONS	NET	NET
Ecart d'acquisition	429	260	169	188
Immobilisations Incorporelles (4.1)	5 941	1 756	4 185	1 853
Immobilisations Corporelles (4.1)	1 703	901	802	851
Immobilisations Financières (4.2)	1 281	0	1 281	609
total Actif Immobilisé	9 354	2 917	6 437	3 501
Stocks et En-cours (4.3)	5 436	1 409	4 027	3 198
Clients et comptes rattachés	6 438	741	5 697	4 756
Autres créances et comptes de régularisation	4 795	0	4 795	4 614
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	7 495	0	7 495	4 975
total Actif Circulant	24 164	2 150	22 014	17 542
TOTAL ACTIF	33 518	5 067	28 452	21 044

PASSIF		
en milliers d'euros	31/12/2007	31/12/2006
Capital	10 395	10 345
Réserves	3 306	-1 627
Résultat	3 844	5 080
<i>Capitaux propres (part du groupe)</i>	<i>17 545</i>	<i>13 798</i>
Intérêts minoritaires	1 819	6
<i>Capitaux propres</i>	<i>19 364</i>	<i>13 803</i>
Provisions pour risques et charges	215	400
Emprunts et dettes financières	1 941	732
Fournisseurs et comptes rattachés	4 154	3 315
Autres dettes et comptes de régularisation	2 780	2 793
<i>total Dettes</i>	<i>8 874</i>	<i>6 840</i>
TOTAL PASSIF	28 452	21 044

COMPTE DE RESULTAT (en milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
CHIFFRE D'AFFAIRES	20 242	20 731
<i>Chiffre d'affaires financement</i>	512	427
<i>Chiffre d'affaires immobilier</i>	19 683	20 101
<i>Chiffre d'affaires technologie (ASP)</i>	34	0
<i>Refacturations diverses</i>	13	204
Autres produits d'exploitation	3 409	1 208
Produits d'exploitation	23 651	21 939
Charges de personnel	-5 873	-4 889
Autres charges d'exploitation	-13 577	-12 037
Impôts et taxes	-455	-413
Amortissements et dotations nettes de reprises de provisions	-2 637	-885
Charges d'exploitation	-22 542	-18 225
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 109	3 714
Produits financiers	3 534	287
Charges financières financiers	-83	-330
RESULTAT FINANCIER	3 452	-43
RESULTAT COURANT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	4 560	3 671
Produits exceptionnels	2	56
Charges exceptionnelles	-144	-207
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-143	-152
Impôt sur les sociétés	-585	1 562
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	3 833	5 081
INTERETS MINORITAIRES	-11	1
RESULTAT NET PART DU GROUPE	3 844	5 080

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES**1. Eléments significatifs de l'exercice 2007****1.1 Augmentation de capital par exercice de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise**

En février 2007, monsieur Arnaud DEVRIENDT, a décidé d'exercer 35 000 BSPCE sur les 100 000 BSPCE qui lui avaient été attribués par décision de l'assemblée générale du 30 juin 2004. Il a ainsi souscrit 35 000 actions nouvelles et versé la somme totale de 52 500 € correspondant au règlement de l'intégralité du nominal, à concurrence de 35 000 €, et de la prime d'émission, à concurrence de 17 500 €, desdites actions nouvelles. Le capital social de la Société a ainsi été porté de 10 344 922 euros à 10 379 922 euros.

En mai 2007, madame Noelle MAURICE, a décidé d'exercer 5 000 BSPCE sur les 5 000 BSPCE qui lui avaient été attribués par décision de l'assemblée générale du 30 juin 2004. Elle a ainsi souscrit 5 000 actions nouvelles et versé la somme totale de 7 500 € correspondant au règlement de l'intégralité du nominal, à concurrence de 5 000 €, et de la prime d'émission, à concurrence de 2 500 €, desdites actions nouvelles. Le capital social de la Société a ainsi été porté de 10 379 922 euros à 10 384 922 euros.

En juin 2007, messieurs Sylvain AFCHAIN, David KEITA et madame Marie-Thérèse SIMON ont décidé d'exercer les BSPCE qui leurs avaient été attribués par décision de l'assemblée générale du 30 juin 2004. Ils ont ainsi souscrit respectivement 2 500 actions, 2 500 actions et 5 000 actions et versé la somme totale de 15 000 euros correspondant au règlement de l'intégralité du nominal, à concurrence de 10 000 euros, et de la prime d'émission, à concurrence de 5 000 euros, desdites actions nouvelles. Le capital social de la Société a ainsi été porté de 10 384 922 euros à 10 394 922 euros.

1.2 Capital potentiel

Le directoire en date du 26 juin 2007 a procédé à des attributions gratuites d'actions (préalablement autorisée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 juin 2005). 499 300 actions ont été attribuées à l'équipe dirigeante et à l'ensemble des salariés de la société. Pour pouvoir prétendre au terme de la période d'acquisition, à l'inscription en tant qu'actionnaire, le bénéficiaire devra être titulaire d'un mandat social ou d'un CDI. La période d'indisponibilité après la création des actions est de 2 ans.

Le directoire en date du 26 juin 2007 a procédé à l'émission de 183 691 bons de souscriptions d'actions au profit des agents commerciaux (préalablement autorisé par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 juin 2005). Ces BSA pourront être exercés à tout moment à compter du 1^{er} janvier 2009 et jusqu'au 31 décembre 2011 sous réserve pour les bénéficiaires de remplir certaines conditions d'exercice.

1.3 Introduction sur Alternext de la société Acheter-Louer.fr

Au cours du mois de juillet, les titres de la société Acheter-Louer.fr, acteur global du marketing immobilier, ont été admis des titres de la société sur Alternext. Le prix définitif du Placement Global et de l'Offre Publique a été fixé à 5,30 € par action, soit dans le bas de la fourchette de prix proposée.

Le produit brut de l'émission s'élève à 6 M€ par augmentation de capital. Le nombre total d'actions admises sur Alternext s'établit à 3 676 100 titres. Le capital du groupe Acheter-Louer.fr est désormais composé de 3 676 100 actions dont 30,80% sont détenues par le public et 69,20% par Adomos SA. Compte tenu du contrat de liquidité souscrit par Adomos, au 31 décembre 2007 le capital est détenu à hauteur de 30,46% par le public et 69,54% par Adomos. Cette dissolution a généré un profit de 3 032 K€ enregistré en résultat financier.

1.4 Activité

La baisse de l'activité est due à l'instabilité des marchés en fin d'année 2007. La crise financière de Janvier 2008 a entraîné une forte augmentation des désistements de pré-réservations dont les impacts estimés ont été enregistrés dans les comptes au 31 décembre 2007.

GROUPE ADOMOS COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2007

2. Principes et méthodes comptables

Les comptes consolidés du groupe ADOMOS au 31 décembre 2007 et au 31 décembre 2006 ont été établis conformément aux règles et principes comptables en vigueur en France. Les dispositions du règlement n°99.02 du Comité de Réglementation Comptable, homologué le 22 juin 1999, ont été appliquées.

Périmètre

Le groupe Adomos est composé des sociétés suivantes :

Société	Forme juridique	N° SIRET	Siège social	Méthode de consolidation en 2007	% contrôle	% intérêt
ADOMOS	SA	424 250 058	75,avenue des Champs-Elyseées 75008 PARIS	Société mère	Société mère	Société mère
ACHETER-LOUER.FR	SAS	394 052 211	3, avenue du Canada - ZA de Courtabeuf Parc Technopolis - Bat Bêta 1 - 91940 Les Ulis	Intégration globale	69,54%	69,54%
SELECTAUX CPI	SAS	439 801 945	75,avenue des Champs-Elyseées 75008 PARIS	Intégration globale	100%	100%
EDITIONS PARIS IMMOBILIER	SARL	414 532 507	3, avenue du Canada - ZA de Courtabeuf Parc Technopolis - Bat Bêta 1 - 91940 Les Ulis	Intégration globale	99,63%	99,63%

Au cours de cet exercice, la société Acheter-Louer.fr s'est introduite sur Alternext. Cette opération a eu pour conséquence la dilution de la participation de la société ADOMOS dans cette société et a ramené le pourcentage de détention à 69,20%. Dans le cadre du contrat de liquidité, la société ADOMOS a vu son pourcentage de détention s'établir à 69,54% au 31 décembre 2007.

Au cours de cet exercice, la société Acheter-Louer.fr a acquis 16,47 % supplémentaire de la société EDITIONS PARIS IMMOBILIER, spécialiste de la vente d'espace d'annonces immobilières dans les journaux spécialisés qui exploite notamment le magazine Paris Immobilier, ramenant sa participation à 99,63%.

Au cours de cet exercice, la société Acheter-Louer.fr a cédé les titres de la société ADM Participation. Société qui n'était pas préalablement consolidée.

Identification des critères retenus par le groupe pour définir son périmètre de consolidation

Ces critères sont :

- Chiffre d'affaires supérieur à 80 K€
- Taux de participation.

Ecarts d'acquisition

Lors de chaque entrée dans le périmètre ou de modification du pourcentage de détention, la différence entre le coût d'achat des titres et la quote-part des capitaux propres détermine un écart d'acquisition qui fait l'objet d'un amortissement sur 10 ans.

Par exception à ce principe, et en vertu de l'article 215 du règlement 99-02, l'écart d'acquisition résultant de l'achat des titres de la société Acheter-Louer.fr (ex MDHM Communication) a été imputé sur les capitaux propres au 31 décembre 2001, à hauteur de 2 208 K€

Lors de l'entrée dans le périmètre de la société EDITIONS PARIS IMMOBILIER, un écart d'acquisition représentant la différence entre le coût d'achat des titres et la quote-part des capitaux propres a été déterminé soit pour un montant de 429 K€ Celui-ci a fait l'objet d'une dépréciation à hauteur de 237 K€ La valeur nette de l'écart d'acquisition après constatation de cette dépréciation est amortie sur 10 ans.

Dates de clôture des exercices des sociétés consolidées

L'ensemble des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation clôture leur exercice social le 31 décembre.

L'ensemble des sociétés est consolidé sur la base de leur bilan arrêté au 31 décembre 2007, sur une durée de 12 mois.

3. Règles d'évaluation

3.1 Immobilisations incorporelles

- ◆ Les frais d'établissement sont enregistrés au bilan pour leur valeur et amortis en linéaire prorata temporis sur une période de trois ans. Ce poste est composé uniquement des frais relatifs au transfert sur le marché Alternext. La société a décidé, comme le précise l'avis n° 2000 D du Comité d'Urgence du CNC, de comptabiliser en frais d'établissement les frais de transfert incombant à l'entreprise conformément aux dispositions de l'article 432-1 du plan comptable général.
- ◆ Les logiciels et licences acquis par l'entreprise sont enregistrés au bilan pour leur valeur d'acquisition et amortis en linéaire sur une période d'un an.
- ◆ Les dépenses engagées pour la création et/ou l'amélioration du site Internet sont enregistrées au bilan et amorties dès la livraison de celui-ci sur une durée de 3 ans.
- ◆ Les fichiers clientèles acquis et respectant les principes du règlement CRC 2004-06 sont inscrits à l'actif du bilan et font l'objet d'un amortissement linéaire selon leur durée de vie estimée soit trois ans. Un test de dépréciation est réalisé lorsqu'il existe un indice de perte de valeur.

3.2 Immobilisations corporelles

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

- | | |
|---|------------------------|
| - installations générales et techniques | 5 à 10 ans en linéaire |
| - matériel de bureau et matériel informatique | 3 à 5 ans en linéaire |
| - mobilier de bureau | 4 à 8 ans en linéaire |

3.3 Immobilisations financières

Ce poste est constitué essentiellement des dépôts et cautionnements versés, des prêts et des titres de participation non consolidés. Ils figurent au bilan pour leur coût d'acquisition.

3.4 Actions propres

Les titres de la société Adomos SA détenus par elle-même sont portés en diminution des capitaux propres consolidés (106 465 actions au 31 décembre 2007).

3.5 Travaux en-cours sur les droits à commissions

Les coûts engagés pour les réservations, qui n'ont pas fait l'objet d'une réalisation définitive à la fin de la période, sont valorisés à leur coût de revient moyen unitaire. Ces coûts comprennent une partie des dépenses techniques, commerciales et de marketing qui ont été engagées pour la signature de ces réservations.

Ces travaux en-cours font l'objet d'une dépréciation qui tient compte du taux de renonciation constaté sur la période et d'une analyse du risque de renonciation à la date d'arrêté des comptes.

Les travaux engagés par la société Acheter-Louer.fr (ex MDHM Communication) pour acquérir des abonnés, correspondant à des prestations en-cours qui n'ont pas fait l'objet d'une réalisation totale à la fin de la période, sont valorisés à leur coût de revient moyen. Ces coûts comprennent une partie des dépenses techniques, commerciales et de marketing qui ont été engagées pour la signature de ces abonnements.

3.6 Créances clients et comptes rattachés

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale et une dépréciation spécifique est constituée lorsqu'une perte probable apparaît.

3.7 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition. Lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence. Les plus-values latentes à la clôture ne sont pas enregistrées dans le compte de résultat.

3.8 Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face aux sorties probables de ressources au profit des tiers, sans contrepartie pour la société. Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêté des comptes.

3.9 Provisions pour congés payés, primes et intéressement

Les congés payés et les avantages accordés aux personnels sont évalués conformément aux règles applicables dans l'entreprise et provisionnés.

3.10 Reconnaissance du chiffre d'affaires

La société réalise son chiffre d'affaires au travers des prestations suivantes :

- Des commissions sur transactions immobilières représentant environ 72% du chiffre d'affaires consolidé 2007 et qui varient en fonction du type de bien (habitation ou investissement) et selon la prestation d'Adomos. Le chiffre d'affaires est reconnu lors de la signature de la procuration notariée d'acquisition du bien immobilier.
- Un commissionnement sur le prêt mis effectivement en place par la banque, environ 3% du chiffre d'affaires 2007. Le chiffre d'affaires est reconnu lors de l'acceptation par la banque du commissionnement c'est à dire lors de la signature de la procuration notariée d'acquisition du bien immobilier ou lors de l'acte définitif du financement de travaux.
- Des honoraires de conseils dans le cadre de montages d'ingénierie financière. Le chiffre d'affaires est reconnu lorsque la prestation prévue contractuellement est achevée et lorsque l'offre de financement est acceptée par le client. En cas de refus du prêt par le client, ADOMOS perçoit une indemnité compensatoire.
- Un commissionnement pour mise à disposition de sa technologie (offre ASP) en faveur des banques qui souhaitent développer leur propre service en ligne, environ 0,2% du chiffre d'affaires 2007. Le chiffre d'affaires est reconnu par ADOMOS de la manière suivante :
 - lors de la mise en service du site, facturation au client d'un « coût de mise en place »
 - rémunération selon le cas, soit par un abonnement, soit au nombre de dossiers reçus sur le site, soit au nombre de dossiers effectivement transformés en contrat
- La vente d'espaces publicitaires et de diffusion de petites annonces immobilières professionnelles par voie de journaux gratuits, environ 19% du chiffre d'affaires consolidé 2007. Le chiffre d'affaires est reconnu lors de la livraison des journaux.
- La diffusion de petites annonces immobilières professionnelles par le site Internet Acheter-Louer.fr, environ 3% du chiffre d'affaires consolidé 2007. Le chiffre d'affaires est reconnu lors de la signature de la mise en ligne des petites annonces.
- Les travaux de communication dans le cadre de l'activité d'agence de communication qui regroupe l'activité de Web-Agency et de communication off line, environ 3% du chiffre d'affaires consolidé 2007. Le chiffre d'affaires est reconnu lors de la livraison des travaux.

3.11 Dépenses de publicité et de marketing

Les dépenses de publicité et de marketing sont comptabilisées en charge, sauf celles concernant certains travaux en-cours.

3.12 Impôt sur les sociétés et impôts différés

Les impôts sur les sociétés comprennent les impôts exigibles et les impôts différés.

En application du règlement CRC 99-02 sur les comptes consolidés rendant obligatoire la conception étendue, des impôts différés sont calculés sur les différences entre les bases fiscales et comptables en consolidation. Le calcul est effectué chaque année par entité fiscale selon la méthode du report variable.

Les taux d'impôts ayant été entérinés par un texte de loi sont retenus pour déterminer les impôts différés.

Les impôts différés sont comptabilisés en charges ou en profits dans le compte de résultat sauf lorsqu'ils sont engendrés par des éléments imputés directement en capitaux propres. Dans ce cas, les impôts différés sont également imputés sur les capitaux propres.

Les impôts différés actifs sont reconnus dans la mesure où il est probable que les résultats fiscaux futurs permettront leur imputation.

Compte-tenu de l'activité du Groupe, son modèle économique et les perspectives de développement sur le marché, le Groupe a une visibilité sur ses prévisions de résultats futurs générés sur un horizon de deux années. Le montant total de l'actif d'impôt différé au 31 décembre 2007 s'élève à 2 806 K€, correspondant au montant des pertes reportables que le groupe s'attend à recouvrer compte tenu des prévisions de résultats futurs pour les exercices 2008 et 2009 et des risques inhérents à son activité.

Compte tenu de ce qui précède, une charge d'impôt différé net a été constaté pour 131 K€ au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007 correspondant à la consommation de déficits fiscaux au cours de l'exercice 2007 (reprise de l'IDA comptabilisé au 31 décembre 2006) et la constatation de l'actif d'impôt différé à la clôture 2007.

Le montant d'actif d'impôts différés non reconnus au 31 décembre 2007 s'élève à 708 K€

Intégration fiscale

Sociétés intégrées fiscalement

La société mère Adomos a opté à compter du 1^{er} janvier 2002 pour l'intégration fiscale avec une de ses filiales : la SAS SELECTAUX.

Suivi des déficits fiscaux

Le montant des déficits fiscaux du Groupe s'élève à environ 10,5 millions d'euros au 31 décembre 2007.

GROUPE ADOMOS COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2007

4. Détail des comptes

4.1 Immobilisations

(en K€)	31/12/2007	31/12/2006
Immobilisations incorporelles		
Ecart d'acquisition	429	429
Frais d'établissement	111	111
Logiciels	242	234
Fonds de commerce	764	764
Bases de données	3 288	1 212
Autres immobilisations incorporelles	1 536	528
Total immobilisations incorporelles (valeur brute)	6 370	3 278
Amortissement et dépréciation de l'écart d'acquisition	-260	-241
Amortissement des frais d'établissement	-93	-56
Amortissements des logiciels	-226	-221
Dépréciation des fonds de commerce	-558	-558
Amortissement des bases de données	-663	-111
Amortissements des autres immobilisations	-214	-49
Total amortissements et provisions	-2 015	-1 236
Total immobilisations incorporelles (valeur nette)	4 355	2 042

Les immobilisations incorporelles sont composées :

- de l'écart d'acquisition lié aux titres EDITIONS PARIS IMMOBILIER (valeur brute de 429 K€) correspondant à la différence entre le coût d'entrée des titres (452 K€) et la quote-part des capitaux propres à la date d'acquisition (23 K€). Cet écart d'acquisition a fait l'objet d'une dépréciation de 237 K€ et d'un amortissement de 23 K€. Il est amorti sur une durée de 10 ans. La VNC résiduelle de l'écart d'acquisition s'élève à 169 K€
- des frais d'établissement relatifs aux frais de transfert sur le marché Alternext qui sont enregistrés au bilan pour leur valeur d'acquisition et amortis prorata temporis sur une période de trois ans. Les frais d'établissement s'établissent à 18 K€ en valeur nette comptable.
- de logiciels et licences acquis par l'entreprise qui sont enregistrés au bilan pour leur valeur d'acquisition et amortis en linéaire sur une période d'un an,
- de plusieurs fonds de commerce (206 K€ en valeur nette comptable).
- de bases de données (valeur brute de 3 288 K€) amorties sur 3 ans. La valeur nette s'élève à 2 625 K€
- d'autres immobilisations incorporelles essentiellement composées de dépenses de création du site internet et de modules complémentaires (valeur brute de 1 238 K€) amorties sur 3 ans à compter de leurs mises en service. Des modules complémentaires d'une valeur brute de 298 K€ sont en cours de développement au 31 décembre 2007.

GROUPE ADOMOS COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2007

(en K€)	31/12/2007	31/12/2006
Immobilisations corporelles		
Agencements	15	15
Installations techniques,MOI	157	101
Autres immobilisations corporelles	1 532	1 381
Total immobilisations corporelles (valeur brute)	1 703	1 497
Amortissements des agencements	-14	-13
Amortissements des installations techniques, MOI	-80	-66
Amortissements des autres immobilisations corporelles	-807	-566
Total amortissements et provisions	-901	-645
Total immobilisations corporelles (valeur nette)	802	852

Les immobilisations corporelles sont essentiellement constituées de matériels de bureau et informatiques.

Les immobilisations financières sont composées essentiellement des dépôts & cautionnements et du dépôt d'espèces dans le cadre du contrat de liquidité. L'augmentation des immobilisations financières provient principalement du dépôt d'espèces et à des dépôts de garantie sur certains programmes immobiliers.

(en K€)	31/12/2007	31/12/2006
Immobilisations financières		
Dépôts & cautionnement	870	604
Titres et créances sur participation	0	20
Autres immobilisations financières	411	0
Total immobilisations financières (valeur brute)	1 281	624
Dépréciation des titres de participation	0	-15
Total immobilisations financières (valeur nette)	1 281	609

4.2 Stocks et travaux en-cours

Ce poste est composé :

- des travaux en cours, correspondant à des réservations, qui n'ont pas fait l'objet d'une réalisation définitive à la fin de la période, sont valorisés à leur coût de revient moyen. Ces coûts comprennent une partie des dépenses techniques, commerciales et de marketing qui ont été engagées pour la signature de ces réservations. Pour la société Selectaux, ils comprennent les travaux engagés pour la production d'offres de prêts futures. Au 31 décembre 2007, les travaux en cours s'élèvent à 3 447 K€ pour Adomos et 245 K€ pour Selectaux.

Par ailleurs, les travaux en-cours de la société Adomos sont dépréciés pour tenir compte de :

- l'environnement économique incertain,
- la crise du crédit,
- la pression sur l'investissement locatif dans lequel la société exerce son activité.

Ces éléments ont conduit la société à comptabiliser une provision complémentaire de 1 000 K€ pour porter la provision totale à 1 270 K€ et ce, afin de ramener la valeur des en-cours à leur valeur estimée de réalisation.

Les travaux en-cours de la société Selectaux sont dépréciés à hauteur de 139 K€ sur la base d'une analyse des risques de non réalisation.

- Les travaux engagés par la société Acheter-Louer.fr pour acquérir des abonnés, correspondant à des prestations en-cours qui n'ont pas fait l'objet d'une réalisation totale à la fin de la période, sont valorisés à leur coût de revient moyen. Ces coûts comprennent une partie des dépenses techniques, commerciales et de marketing qui ont été engagées pour la signature de ces abonnements. Au 31 décembre 2007, les travaux en cours s'élèvent à 1 743 K€.

4-3 Créances et dettes

L'ensemble des créances et dettes au 31 décembre 2007 présente une échéance de moins d'un an. Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale pour un montant de 6 438 K€. Une provision pour dépréciation de 740 K€ pour créance douteuse a été constatée au 31 décembre 2007.

Les autres créances sont essentiellement composées :

- d'impôts différés actifs (2 806 K€)
- de la TVA déductible (1 000 K€)
- d'avances et acomptes versés (597 K€)
- de charges constatées d'avance (123 K€)

GROUPE ADOMOS COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2007

4.4 Etablissements de crédit et titres de placement

Les soldes des comptes bancaires sont enregistrés dans les postes « Etablissements de crédit et Institutions Financières ». La trésorerie nette de la société est constituée des montants suivants :

(en K€)	31/12/2007	31/12/2006
Disponibilités	3 595	1 088
Découverts et concours bancaires	-1	-50
Trésorerie d'encaisse	3 594	1 038
Valeurs mobilières de placement	3 901	3 887
TRESORERIE NETTE	7 494	4 925

Les valeurs mobilières de placement sont constituées principalement de SICAV de trésorerie. Les plus values latentes au 31 décembre 2007 ne sont pas significatives.

4.5 Tableau de variation des capitaux propres consolidés (part du groupe)

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES							
	Capital	Prime d'Emission d'Adomos	Report à nouveau	Résultat de l'exercice	Actions propres	Autres	Total des capitaux propres
Situation à la clôture du 31/12/2004	8 459	8 393	-15 295	1 042	-234	-23	2 342
Affectation du résultat n-1			1 042	-1 042			0
Résultat groupe Adomos 2005				3 758			3 758
Situation à la clôture du 31/12/2005	8 459	8 393	-14 253	3 758	-234	-23	6 101
Affectation du résultat n-1			3 758	-3 758			0
Augmentation de capital	1 886	943					2 829
Imputation des frais d'émission de titres		-212					-212
Résultat groupe Adomos 2006				5 080			5 080
Situation à la clôture du 31/12/2006	10 345	9 124	-10 495	5 080	-234	-23	13 798
Affectation du résultat n-1			5 080	-5 080			0
Augmentation de capital	50	25					75
Effet de la dilution et relution						-172	-172
Résultat groupe Adomos 2007				3 844			3 844
Situation à la clôture du 31/12/2007	10 395	9 149	-5 415	3 844	-234	-195	17 545

GROUPE ADOMOS COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2007

4.6 Capital potentiel

	Date de l'assemblée générale	Date de Directoire	Nombre en vigueur	Prix d'exercice
Options de souscription (plan 2)	23/02/01	01/08/01	90 253	5,48 €
Options d'achat (plan 1)	25/06/02	30/06/03	105 930	3,99 €
BSA attribués aux agents commerciaux d'Adomos	29/06/05	13/03/06	154 681	4,16 €
Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSCPE)	14/06/06	01/12/06	250 000	6,04 €
Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSCPE)	30/06/04	-	97 500	1,50 €
Attribution gratuite d'actions	29/06/05	06/02/06 et 20/06/06	16 400	
Attribution gratuite d'actions	26/06/06	26/06/07	499 300	-
BSA	14/06/07	26/06/07	183 691	6,92 €

Nombre d'actions au 31/12/07	10 394 922
Bénéfice par action	0,37
Nombre d'actions (capital dilué)	11 792 677
Effet de la dilution potentielle sur le bénéfice par une action	0,33

GROUPE ADOMOS COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2007

4.7 Provisions pour risques et charges

(en K€)	31/12/2006	Augmentation	Diminution		31/12/2007
			Utilisé	Non utilisé	
Provisions pour risques prud'hommaux	283	1	4	120	160
Provision pour risques commercial et divers	75	2	20	46	11
Provisions pour risques de non recouvrement du compte débiteur divers dans Selectaux Cpi	41				41
Provisions pour impôts	2				2
Total provisions pour risques et charges	401	4	24	166	215

L'évolution des provisions pour risques et charges résulte principalement des provisions pour différents litiges exposés ci-après :

- ◆ Concernant, les risques prud'hommaux comptabilisés dans la société ADOMOS et la société Acheter-louer.fr, ils se sont dénoués en 2007 ou ont évolué favorablement et parallèlement la provision antérieurement comptabilisée a été reprise.
- ◆ Par ailleurs, la provision concernant deux litiges avec des fournisseurs a été reprise sur cette exercice pour un montant de 55 K€
- ◆ le risque commercial provisionné pour 20 K€ l'année dernière s'est dénoué.

Les litiges en cours ont fait l'objet d'une provision sur la base de la meilleure estimation du risque potentiel pour le groupe Adomos réalisée par la direction à l'arrêté des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

4.8 Emprunts et dettes financières

Rubriques en milliers d'€	Total 2007	0 à 1 an	1 an à 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 410	415	995

Emprunt à taux fixe 910 K€ ou taux de 5,25 %

Emprunt à taux variable 500 K€ à taux variable

GROUPE ADOMOS COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2007

4.9 Répartition du chiffre d'affaires par secteur d'activité et zone géographique

En K€	2007	2006
Secteur d'activité financement	512	427
Secteur d'activité immobilier	19 683	20 101
Secteur d'activité technologie (ASP)	34	0
Refacturations diverses	13	204
Total	20 242	20 731

La ventilation du chiffre d'affaires par zones géographiques se présente comme suit :

En K€	2007	2006
France	20 242	20 681
Autres pays (CEE)	0	50
Total	20 242	20 731

GROUPE ADOMOS COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2007

4.10 Principales composantes du résultat financier

(En K€)	2007	2006
<i>Produits financiers</i>		
Revenus de VMP	208	47
Revenus de créances liées aux participatio	272	0
Gains de change	0	0
Reprises de provisions	15	0
Autres produits financiers	3 038	241
Total	3 534	287
<i>Charges financières</i>		
Dotations aux amortissements et aux provi	0	253
Perte sur créances liés aux participations	0	0
Intérêts et charges assimilées	83	36
Intérêts sur emprunt obligataire	0	42
Charges nettes s/ cession VMP	0	0
Perte de change	0	0
Total	83	330
Résultat financier	3 452	-43

L'évolution du résultat financier provient essentiellement :

- De la plus-value réalisée par le groupe suite à l'introduction sur Alternext de la société Acheter-louer.fr (3 032 K€)
- de produits de cessions sur les titres Acheter-louer.fr dans le cadre du contrat de liquidité (272 K€)
- de produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement (142 K€)
- des intérêts sur les emprunts .

GROUPE ADOMOS COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2007

4.11 Principales composantes du résultat exceptionnel

(En K€)	2007	2006
<i>Produits exceptionnels</i>		
Produits exceptionnels sur opération de gestion	0	3
Produits exceptionnels sur opération en capital	1	1
Reprises sur provisions et transfert de charge	0	51
Total	2	56
<i>Charges exceptionnelles</i>		
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	126	207
Charges exceptionnelles sur opération en capital	18	0
Dotations aux amortissements et aux provisions	0	0
Total	144	207
Résultat exceptionnel	-143	-152

4.12 Effectif moyen

Effectifs	2007	2006
Ingénieurs & Cadres	18	15
Maîtrise & Techniciens	30	24
Employés	79	52
TOTAL	127	91

4.13 Rémunérations des dirigeants

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007, la rémunération brute globale des membres de direction s'est élevée à 532 K€

GROUPE ADOMOS COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2007

4.14 Preuve d'impôt

(en K€)	31 décembre 2007
Résultat avant impôt	4 418
Taux d'impôt	33,33%
Impôt théorique	(1 472)
Plus value	1 018
Variation des impôts différés	(131)
Impôt effectif courant et différé	(585)

4.15 Engagements de crédit bail

Rubriques	MATERIEL	AUTRES	Total
Valeur d'origine	105		105
Amortissements :			0
-Cumul des exercices antérieur			0
-Dotation de l'exercice			0
Total	105		105
Redevances payées :			
-Cumul exercices antérieurs	93		93
-Dotations de l'exercice	28		28
Total	121		121
Redevances restant à payer :			
-A un an au plus	13		13
-A plus d'un an et cinq ans au plus			
-A plus de cinq ans			
Total	13		13
Valeur résiduelle			
-A un an au plus			
-A plus d'un an et cinq ans au plus			
-A plus de cinq ans			
Total			
Montant pris en charges dans l'exercice	28		28
Rappel : redevances de crédit bail			

4.16 Engagements et cautions

- Un investissement en valeurs mobilières de placement a été nanti à la banque Crédit Agricole pour le bail du 6^{ème} étage pour un montant de 109 K€
- La société Adomos SA s'est portée caution de sa filiale Acheter-Louer.fr (ex MDHM Communication) auprès de l'établissement bancaire UBP à hauteur de 25 K€
- La société Adomos SA s'est portée caution de sa filiale Acheter-Louer.fr (ex MDHM Communication) auprès de l'établissement bancaire Crédit Agricole à hauteur de 1 M€
- Monsieur Arnaud DEVRIENDT s'est porté caution de la société Acheter-Louer.fr (ex MDHM Communication) au profit de la banque HSBC pour 89 494€
- La société Adomos SA s'est portée caution de la société Acheter-Louer.fr (ex MDHM Communication) au profit de la banque HSBC pour 20 000€
- La société SOFARIS s'est portée caution de la société Acheter-Louer.fr (ex MDHM Communication) au profit de la banque HSBC pour 24 000€

4.17 Etat des sûretés réelles accordées en garantie

NEANT

4.18 Droit individuel à la formation

La loi n° 2004-391 du 4 mai 2004, relative à la formation professionnelle et au dialogue social, ouvre, pour les salariés en CDI, un droit individuel à formation d'une durée de 20 heures minimum par an, cumulable sur un période de six ans, mais plafonné à 120 heures.

Au 31 décembre 2007, le volume cumulé d'heures de formation correspondant aux droits acquis au titre du DIF est estimé à 3 772 heures. Aucune demande de DIF, correspondant à ce volume d'heures acquis, n'a été enregistrée à la clôture de l'exercice.

4.19 Indemnités de départ en retraite

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés pour le calcul des indemnités de départ à la retraite, est déterminé en fonction de leur ancienneté et en tenant compte d'un pourcentage de probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite. Compte tenu de leur caractère non significatif au 31 décembre 2007, cet engagement n'apparaît pas comme significatif au 31 décembre 2007.

4.20 Evénements postérieurs à la clôture

NEANT

GROUPE ADOMOS COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2007

4.21 Tableau de flux de trésorerie

(En K€)	2 007	2 006
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE		
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES	3 833	5 081
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
-Amortissements et provisions	847	817
-Variations des impôts différés	131	-1 564
-Plus-values de cessions, nettes d'impôt	-3 016	-1
- Autres éléments sans incidence sur la trésorerie		-237
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT DES SOCIETES INTEGREES	1 795	4 096
VARIATION DU BFR LIE A L'ACTIVITE	-1 305	514
<i>Flux net de trésorerie généré par l'activité</i>	<i>490</i>	<i>4 610</i>
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations	-4 634	-2 781
Cession d'immobilisation, nette d'impôt	102	7
Incidence des variations de périmètre		-215
Frais d'introduction en bourse décaissés en 2007 net d'impôt	-772	
Cession de titres consolidés	6 000	
<i>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</i>	<i>696</i>	<i>-2 989</i>
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	0	0
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	0	0
Augmentation de capital en numéraire	75	529
Emissions d'emprunts	1 620	550
Remboursements d'emprunts	-312	-120
<i>Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement</i>	<i>1 383</i>	<i>959</i>
VARIATION DE TRESORERIE	2 569	2 580
Trésorerie d'ouverture	4 925	2 345
Trésorerie de clôture	7 494	4 925
Incidence des variations de cours des devises	0	0